

**RÈGLEMENT NUMÉRO 349-22**  
**ÉTABLISSANT UNE TARIFICATION**  
**POUR LA FOURNITURE DE CERTAINS BIENS ET SERVICES**

ATTENDU que des tarifs doivent être établis pour la fourniture de certains biens et services par la MRC de Pierre-De Saurel;

ATTENDU les dispositions des articles 244.1 et suivants de la Loi sur la fiscalité municipale, ainsi que les dispositions de l'article 962.1 du Code municipal du Québec;

ATTENDU qu'un avis de motion a été donné et qu'un projet de règlement a été présenté à la séance ordinaire du Conseil de la MRC du 9 février 2022, le tout conformément aux dispositions de l'article 445 du Code municipal du Québec (L.R.Q., c. C-27.1);

ATTENDU qu'une copie du projet de ce règlement a été remise aux membres du Conseil au moins deux jours juridiques avant la tenue de la présente séance;

ATTENDU que la version projet du présent règlement est à la disposition du public pour consultation sur le site Internet de la MRC depuis le 11 avril 2022 et que des copies sont également à la disposition du public depuis le début de la séance;

ATTENDU que les membres du Conseil déclarent avoir lu ce projet de règlement et renoncent à sa lecture par la greffière;

ATTENDU que l'objet du règlement, sa portée et son coût sont mentionnés par la greffière;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par M. le Conseiller régional Vincent Deguise, appuyé par M. le Conseiller régional Richard Gauthier et résolu à l'unanimité que le règlement numéro 349-22 établissant une tarification pour la fourniture de certains biens et services soit adopté et qu'il soit statué et décrété ce qui suit :

**ARTICLE 1 – Préambule**

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du présent règlement.

**ARTICLE 2 – Objet**

Le présent règlement vise à établir une politique de tarification applicable pour la fourniture de certains biens et services rendus par la MRC.

**ARTICLE 3 – Tarification**

Les personnes physiques et les personnes morales de droit privé et de droit public qui utilisent les biens et services rendus par la MRC seront facturés conformément à la tarification établie au présent règlement.

**ARTICLE 4 – Transcription et reproduction d'un document**

Les frais exigés pour la transcription ou la reproduction de documents sont ceux établis par le *Règlement sur les frais exigibles pour la transcription, la reproduction et la transmission de documents et de renseignements personnels (chapitre A-2.1, r.3)*.

Lorsque qu'un document est reproduit recto verso, les frais sont exigés pour chaque côté de la feuille de papier.



## ARTICLE 5 – Envoi d’un document

Les tarifs exigibles pour l’envoi d’un document sont les suivants :

5.1	Pour l’envoi d’un document par courrier régulier	5,00 \$ / envoi
5.2	Pour l’envoi d’un document par courrier recommandé	15,00 \$ / envoi
5.3	Pour l’envoi d’un document par courrier prioritaire ou par service de messagerie	15,00 \$ / envoi
5.4	Pour l’envoi d’un document par télécopieur	3,00 \$ / envoi

## ARTICLE 6 – Vente de documents spécifiques

Les frais exigibles pour la vente de documents spécifiques sont les suivants :

6.1	Version papier	40,00 \$ / document
-----	----------------	---------------------

Sont considérés comme spécifiques, notamment, mais non limitativement, les documents suivants :

- A. Schéma d’aménagement et de développement du territoire (SAD);
- B. Schéma de couverture de risques en sécurité incendie;
- C. Plan de gestion des matières résiduelles (PGMR).

## ARTICLE 7 – Vente d’articles promotionnels

Les frais exigibles pour la vente des articles promotionnels de la MRC sont les suivants :

7.1	Épinglette	3,00 \$
7.2	Autres articles promotionnels	Coût réel

## ARTICLE 8 - Vente pour défaut de paiement de taxes

Les frais exigibles pour le traitement d’un dossier de vente d’immeubles pour défaut de paiement de taxes sont les suivants :

8.1	Pour l’ouverture d’un dossier de vente d’immeubles pour défaut de paiement des taxes	250,00 \$ / matricule*
8.2	Publication dans le journal	Coût réel réparti au prorata du nombre de matricules
8.3	Frais d’enregistrement et de recherche	81 \$ / préavis, réparti au prorata du nombre de matricules + 10 \$ / lot

\* Les frais prévus à 8.1 pourront être remboursés à une municipalité adjudicataire lorsque la valeur foncière de l’immeuble adjudgé est égale ou inférieure à 10 000 \$.

## ARTICLE 9 – Services en aménagement du territoire

Les frais exigibles pour une demande de modification du Schéma d’aménagement et de développement sont les suivants :

9.1	Ouverture du dossier à la suite de la transmission de la demande	105,00 \$ / dossier
9.2	Tenue d’une rencontre du comité consultatif agricole (CCA)	510,00 \$ / rencontre Payable avant la tenue de la rencontre
9.3	Modification du Schéma d’aménagement et de développement (si décision favorable du Conseil)	510,00 \$ Payable avant l’adoption par le Conseil

## ARTICLE 10 – Demande de révision du rôle d’évaluation

Les frais exigibles lors du dépôt d’une demande de révision du rôle d’évaluation sont les suivants :

Contestation de la valeur foncière		
10.1	Lorsque la demande porte sur une unité d’évaluation dont la valeur foncière inscrite au rôle est de 500 000 \$ et moins	81,00 \$ / unité d’évaluation
10.2	Lorsque la demande porte sur une unité d’évaluation dont la valeur foncière inscrite au rôle est de 500 001 \$ à 2 000 000 \$	325,00 \$ / unité d’évaluation

10.3	Lorsque la demande porte sur une unité d'évaluation dont la valeur foncière inscrite au rôle est de 2 000 001 \$ à 5 000 000 \$	540,00 \$ / unité d'évaluation
10.4	Lorsque la demande porte sur une unité d'évaluation dont la valeur foncière inscrite au rôle est de plus de 5 000 000 \$	1 085,00 \$ / unité d'évaluation
<b>Contestation de la valeur locative</b>		
10.5	Lorsque la demande porte sur une unité d'évaluation dont la valeur locative inscrite au rôle est de 50 000 \$ et moins	43,00 \$ / unité d'évaluation
10.6	Lorsque la demande porte sur une unité d'évaluation dont la valeur locative inscrite au rôle est de plus de 50 000 \$	140,00 \$ / unité d'évaluation

Les demandes qui ont le même objet et qui sont relatives à des modifications concernant la même unité d'évaluation sont considérées comme une demande unique lorsqu'elles sont déposées simultanément.

### ARTICLE 11 – Services de soutien par les professionnels de la MRC

Les frais exigibles pour une consultation, une recherche ou un soutien technique ou professionnel sont les suivants :

11.1	Taux horaire pour les services de la coordonnatrice aux technologies de l'information	60,00 \$ / heure
11.2	Taux horaire pour les services du coordonnateur en sécurité incendie et civile dans le cadre de l'entente de services RCCI	60,00 \$ / heure
11.3	Demandes particulières (Aménagement, communication, conception, recherche, montage et autres)	60,00 \$ / heure
11.4	Sortie du drone (minimum 30 minutes)	60,00 \$ / heure

### ARTICLE 12 – Gestion des matières résiduelles

Les frais exigibles dans le cadre de la gestion des matières résiduelles sont les suivants :

12.1	Location de bacs lors d'un événement	10,00 \$ / bac + frais additionnels, si applicables <sup>1</sup>
12.2	Vente de bacs : i. Bac de cuisine (7 litres); ii. Bac de 45 litres; iii. Bac de 240 litres; iv. Bac de 360 litres.	5,00 \$ / bac 25,00 \$ / bac 55,00 \$ / bac 65,00 \$ / bac

<sup>1</sup> Des frais additionnels de 100,00 \$ par bac perdu ou endommagé s'appliqueront.

Les frais exigibles pour l'utilisation de l'écocentre régional sont les suivants :

12.3	Citoyens de la MRC	Gratuit <sup>1</sup>
------	--------------------	----------------------

<sup>1</sup>La gratuité pourrait être retirée à un usager qui excède 12 visites annuelles.

Les commerces et les institutions sont admis à l'écocentre régional sans tarification, lorsque les matières dont ils disposent sont assimilables à celles d'une résidence.

Les entrepreneurs ne sont pas admis à l'écocentre régional lorsqu'ils disposent de matières reliées à leur entreprise.

### ARTICLE 13 – Location de salles et/ou d'équipements

Les frais exigibles pour la location de salles et/ou d'équipements sont les suivants :

13.1	Location de la salle des comités	55,00 \$ pour une période de 4 heures et moins (20,00 \$ / heure supplémentaire)
13.2	Location de la salle du conseil	80,00 \$ pour une période de 4 heures et moins (30,00 \$ / heure supplémentaire)
13.3	Location du projecteur et de l'écran	15,00 \$
13.4	Frais pour placer la salle avant l'évènement	35,00 \$
13.5	Frais pour remise en état de la salle	35,00 \$
13.6	Frais pour l'annulation de la salle dans les 24 heures de la date prévue pour l'évènement	35,00 \$
13.7	Frais liés à la réparation ou au remplacement d'un article endommagé ou manquant à la suite du prêt de l'Espace CERTIFIÉ Famille	Coût réel

Les frais prévus aux points 13.1 à 13.5 ne s'appliquent pas aux organismes liés à la MRC.

### ARTICLE 14 – Facturation aux municipalités

Les frais exigibles pour la fourniture de certains biens ou services aux municipalités sont les suivants :

Cour municipale		
14.1	Frais de Cour municipale pour les constats d'infraction relatifs aux règlements « RM » : i. Amende entre 0,01 \$ et 10,00 \$; ii. Amende entre 10,00 \$ et 49,99 \$; iii. Amende entre 50,00 \$ et 99,99 \$; iv. Amende entre 100,00 \$ et 149,99 \$; v. Amende entre 150,00 \$ et 299,99 \$; vi. Amende entre 300,00 \$ et 599,99 \$; vii. Amende entre 600,00 \$ et 1 499,99 \$; viii. Amende entre 1 500,00 \$ et 9 999,99 \$; ix. Amende entre 10 000,00 \$ et 9 999 999,99 \$.	Suivant les frais de constat imposés par la Cour municipale de Sorel-Tracy
14.2	Honoraires du procureur de la MRC	Coût réel
Fédération québécoise des municipalités (FQM)		
14.3	Frais reliés à la cotisation annuelle des municipalités participantes	Coût réel
Formation		
14.4	Frais reliés au covoiturage lors de formation, congrès ou colloque	Coût réel réparti selon le nombre de covoitureurs
14.5	Frais reliés à la formation offerte à la MRC	Coût réel
Informatique		
14.6	Frais reliés à l'achat de certains logiciels informatiques	Coût réel
14.7	Taux horaire pour les services de la firme mandatée en remplacement du ou de la coordonnatrice aux technologies de l'information	Coût réel
14.8	Frais reliés à l'utilisation du logiciel e-Documentik (Saint-David et Saint-Roch-de-Richelieu exclusivement)	Coût réel
14.9	Frais reliés au contrat de connectivité Internet et de sécurité liée au réseau de fibres optiques (AO-2020-04-04)	Coût réel
14.10	Frais reliés au contrat d'équipement lié au réseau de fibres optiques (AO-2020-04-05)	Coût réel
Matières résiduelles		
14.10	Frais reliés à une collecte supplémentaire demandée par un organisme municipal : i. Matières recyclables; ii. Matières organiques; iii. Résidus ultimes.	Coût réel / collecte
Sécurité incendie et civile		
14.11	Frais reliés à l'organisation de la formation pour les pompiers	Coût réel
Sécurité publique		
14.12	Formation pour les membres du comité de sécurité publique (CSP)	Coût réel
14.13	Frais reliés à un colloque ou congrès par les membres du comité de sécurité publique (CSP)	Coût réel
Tourisme		
14.14	Frais reliés à la production et à la distribution du dépliant touristique	Coût réel
Unité d'évaluation en ligne		
14.15	Frais reliés à l'unité d'évaluation en ligne	Coût réel
Wi-Fi		
14.16	Frais reliés à l'utilisation du réseau Wi-Fi	Coût réel

## ARTICLE 15 – Frais de déplacement

Lorsqu'applicables les frais de déplacement sont facturés selon le taux en vigueur de la MRC.

## ARTICLE 16 – Indexation annuelle de frais

Les frais sont indexés annuellement en fonction de l'IPC de Montréal utilisé lors de la confection du budget de l'année précédente.

Les articles 8, 10 et 12 du présent règlement sont exemptés de l'indexation annuelle des frais.

## ARTICLE 17 – Application des taxes

Lorsqu'applicables, la taxe sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente du Québec (TVQ) ou toute autre taxe doivent être ajoutées aux tarifs fixés au présent règlement aux taux prescrits à la date de la facturation.

## ARTICLE 18 – Modalités de paiement

Les montants dus pour les documents et services sont payables à la livraison, à l'exception des tarifs prévus aux articles 9 et 13 qui doivent être payés avant la tenue de l'évènement.

Tout paiement doit être fait par virement, en argent comptant ou par chèque fait à l'ordre de la « MRC de Pierre-De Saurel », excepté pour les paiements relatifs à l'article 8 qui eux doivent être fait par virement, en argent comptant, par mandat-poste ou par chèque certifié fait à l'ordre de la « MRC de Pierre-De Saurel ».

#### **ARTICLE 19 – Frais d'intérêt et pénalité**

Tout solde impayé porte intérêt au taux annuel de 8 % à compter du moment où il devient exigible.

Une pénalité de 0,5 % du principal impayé par mois complet de retard, jusqu'à concurrence de 5 % par année, est ajoutée au montant de solde exigible en vertu du présent règlement.

#### **ARTICLE 20 – Non-remboursement des frais**

Aucun remboursement possible lorsque le bien et/ou le service a été fourni au demandeur.

#### **ARTICLE 21 – Chèque sans provision**

Lorsqu'un chèque ou un ordre de paiement est remis à la MRC et que le paiement en est refusé par le tiré, des frais administratifs de trente-cinq dollars (35 \$) sont réclamés au tuteur du chèque ou de l'ordre de paiement.

#### **ARTICLE 22 – Cas d'exception**

La direction générale peut, après évaluation, ne pas appliquer les tarifs exigibles pour des dossiers ou des échanges particuliers avec certaines personnes physiques et personnes morales de droit privé et de droit public.

#### **ARTICLE 23 – Exemption**

Les municipalités du territoire de la MRC sont exemptées de l'application des frais exigibles aux articles 4 à 10, 12, 13 et 17 du présent règlement.

#### **ARTICLE 24 – Application rétroactive**

L'application du présent règlement est rétroactive au 1<sup>er</sup> avril de l'année au cours de laquelle il entre en vigueur.

#### **ARTICLE 25 – Disposition transitoire**

Le présent règlement remplace le règlement numéro 333-21 ainsi que toute disposition incompatible. Toutefois, les tarifs établis dans ledit règlement numéro 333-21 demeurent applicables pour toute facturation nécessaire aux actions posées en cours d'année 2021.

#### **ARTICLE 26 – Entrée en vigueur**

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

---

Sylvain Dupuis,  
Préfet

---

M<sup>e</sup> Joanie Lemonde,  
Directrice générale adjointe et greffière

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS  
(VOIX ET POPULATION) / PARTIE 1 DU BUDGET

Avis de motion : 9 février 2022  
Adoption : 13 avril 2022  
Entrée en vigueur : 15 avril 2022